

**Art. 3.** A l'article 6 du même arrêté, il est ajouté un deuxième alinéa, ainsi rédigé :

« Par application de l'Encadrement communautaire des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation (2006/C 323/01), les bénéficiaires des projets soutenus s'engagent à faire une nette distinction entre les coûts et le financement des activités économiques éventuellement entreprises par eux et les activités soutenues dans le cadre du présent arrêté. »

**Art. 4.** La Ministre flamande qui a la politique de l'innovation technologique dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 décembre 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Economie, de l'Entreprise, des Sciences, de l'Innovation et du Commerce extérieur,  
P. CEYSENS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 742

[C - 2009/29046]

#### 14 NOVEMBRE 2008. — Décret instaurant le Conseil de la Jeunesse en Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Du Conseil de la Jeunesse de la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par :

1° « Jeune ou jeunesse » : une ou des personne(s) de moins de 30 ans;

2° « Conseil de la Jeunesse » : le Conseil de la Jeunesse de la Communauté française;

3° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française;

4° « C.C.O.J. » : la commission consultative des organisations de jeunesse instaurée par l'article 10<sup>quater</sup> du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, inséré par le décret du 19 mai 2004;

5° « C.C.M.C.J. » : la commission consultative des maisons et centres de jeunes instaurée par l'article 21 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, modifié par le décret du 3 mars 2004;

6° « Forums » : les groupes de réflexion locaux, dont le pilotage et l'encadrement pédagogique sont assurés par l'équipe pédagogique du Conseil de la Jeunesse telle que visée au point 13° en collaboration avec des experts issus des organisations de jeunesse et des maisons et centres de jeunes, ayant pour finalité de permettre à des jeunes issus d'une entité territoriale supra communale d'une taille au moins égale à cinq communes d'aborder et de se réappropriier différentes thématiques;

7° « Agoras » : les groupes de réflexion communautaires, dont le pilotage et l'encadrement pédagogique sont assurés par l'équipe pédagogique du Conseil de la Jeunesse telle que visée au point 13° en collaboration avec des experts issus des organisations de jeunesse et des maisons et centres de jeunes, ayant pour finalité de permettre à des jeunes d'aborder et de se réappropriier différentes thématiques;

8° « Caucus » : les groupes de réflexion communautaires, dont le pilotage et l'encadrement pédagogique sont assurés par l'équipe pédagogique du Conseil de la Jeunesse telle que visée au point 13° en collaboration avec des experts issus des organisations de jeunesse et des maisons et centres de jeunes, ayant pour finalité de construire une prise de position des jeunes sur les enjeux politiques d'une législature;

9° « Conseils des étudiants » : les organes de représentation des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur dont les missions sont définies par les décrets du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, du 21 décembre 2001 portant sur diverses mesures en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire;

10° « Organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire » : les associations regroupant des conseils d'étudiants et dont les missions sont définies par le décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire;

11° « Initiatives collectives de jeunesse » : les associations composées essentiellement de jeunes de moins de 30 ans et actives dans le cadre des politiques de la jeunesse et qui ne font pas l'objet d'un agrément par le Gouvernement de la Communauté française.

12° « Service de la Jeunesse » : le service du Gouvernement qu'il désigne;

13° « Equipe pédagogique du Conseil de la Jeunesse » : les membres du personnel du secrétariat permanent dirigée par un secrétaire général.

**Art. 2.** Le Gouvernement agréé en tant que Conseil de la Jeunesse, après une procédure d'appel public dont il détermine les modalités et sur base des critères de sélection élaborés à partir des dispositions de l'article 3, une association sans but lucratif créée conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, ci-après « la loi du 27 juin 1921 » dont les statuts respectent les dispositions visées aux articles 8 et 9.

L'association visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> devra remplir les missions suivantes :

- 1° émettre des avis, conformément aux articles 4 et 5 dans les matières qui concernent la jeunesse;
- 2° informer et sensibiliser ses membres ainsi que la société civile, les responsables politiques, économiques, sociaux sur toutes questions, analyses, études et actions relatives à la jeunesse;
- 3° favoriser la participation citoyenne et mobiliser les jeunes par la mise sur pied de forums ainsi que d'agoras en dehors des périodes scolaires;
- 4° relayer les paroles et avis des jeunes de la Communauté française au sein des structures de concertation communautaires, régionales, fédérales, internationales;
- 5° favoriser les mises en réseaux et partenariats avec les opérateurs inscrits dans les domaines culturel, social ou pédagogiques reconnus par la Communauté française.

#### CHAPITRE II. — *Des critères d'agrément*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Dans le respect des articles 3, § 3, et 10, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, ci-après dénommée « la loi du pacte culturel », l'association visée à l'article 2, pour être agréée en tant que Conseil de la Jeunesse, doit remplir les missions visées à l'article 2, alinéa 2, et poursuivre les finalités suivantes :

- 1° Promouvoir dans la société civile l'émergence d'actions par et pour les jeunes et les processus qui les facilitent;
- 2° Encourager la prise de parole des jeunes dans l'espace public ainsi que l'expression créative de leurs visions et perceptions;
- 3° Garantir un regard critique sur les orientations publiques prises par les responsables politiques, sociaux, culturels, religieux et économiques;
- 4° Favoriser les interventions, les avis, les questions touchant aux dimensions internationales;
- 5° Faciliter la prise de conscience des problèmes collectifs et l'engagement des jeunes dans des initiatives solidaires;
- 6° Soutenir la participation des jeunes à l'agenda politique, encourager leur engagement politique et le développement d'actions en lien avec l'intérêt général;
- 7° Défendre l'autonomie et l'accès à la culture, à la formation, à l'éducation, au marché de l'emploi, à la santé, à la mobilité, ainsi qu'à tous les domaines concernant les jeunes;
- 8° Assurer une représentation de la Jeunesse, dans toute sa diversité, tant au sein de la Communauté française qu'en dehors de celle-ci.

L'action de l'association et sa composition doivent impérativement s'inscrire dans des valeurs de référence, à savoir le respect des Droits de l'Homme et l'affirmation des principes démocratiques, tels que la défense des libertés individuelles et collectives, le pluralisme des opinions et la diversité culturelle, la solidarité, la lutte contre les inégalités de toutes natures, ainsi que la critique constructive.

§ 2. L'association agréée en tant que Conseil de la Jeunesse transmet au Gouvernement chaque 1<sup>er</sup> décembre, son plan d'action et son budget pour l'année suivante.

Elle transmet au Gouvernement chaque 1<sup>er</sup> avril, un rapport d'activités, un rapport financier et les comptes de l'année précédente.

Le Gouvernement fixe la procédure d'octroi et de renouvellement de l'agrément.

Cet agrément est renouvelable tous les cinq ans.

Le Gouvernement peut, en cas de non-respect des dispositions du présent décret, suspendre l'agrément.

L'agrément est suspendu pour une durée que le Gouvernement détermine afin que le Conseil de la Jeunesse remplisse les obligations non respectées.

A l'issue de ce délai, si le Conseil de la Jeunesse n'a pas rempli les obligations non respectées, l'agrément est retiré par le Gouvernement.

Un recours par rapport aux décisions de suspension et de retrait peut être introduit par le Conseil de la Jeunesse auprès du Gouvernement selon la procédure qu'il détermine.

Les représentants du Conseil de la Jeunesse peuvent être, d'initiative ou sur demande, entendus par le Gouvernement.

**Art. 4.** Le Conseil de la Jeunesse émet des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement ou de l'un de ses membres sur les matières qui concernent la Jeunesse.

Le Gouvernement sollicite l'avis du Conseil de la Jeunesse en tant qu'instance consultative sur les avant-projets de décret et avant-projets d'arrêté traitant des politiques de la Jeunesse, à l'exception des questions rentrant dans les attributions exclusives de la Commission consultative des organisations de jeunesse et de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes.

Sans préjudice de ce qui précède, le Conseil de la Jeunesse peut aussi émettre d'initiative des avis sur des dispositions prises au niveau local, régional, fédéral, européen ou international.

Le conseil d'administration du Conseil de la Jeunesse peut remettre, d'initiative ou sur demande du Ministre ayant la Jeunesse dans ses attributions et dans des cas urgents, des avis, sous réserve que ceux-ci soient validés dans le mois par l'assemblée générale.

**Art. 5.** Les avis visés à l'article 4, à l'exception des avis visés à l'article 4, alinéa 4, sont remis par l'assemblée générale.

Les avis ne sont pas contraignants. Toutefois, en cas de sollicitation de l'avis du Conseil de la Jeunesse par le Ministre ayant la Jeunesse dans ses attributions, celui-ci doit, s'il échet, justifier par écrit dans les 60 jours de la réception de l'avis les raisons de la non prise en compte de ce dernier.

Une note de minorité peut être jointe aux avis du Conseil de la Jeunesse, que ces avis soient rendus d'initiative ou sur demande.

**Art. 6.** En vue d'accomplir sa mission consultative, le Conseil de la Jeunesse peut notamment :

1° Réaliser des études et recueillir des informations, prendre des initiatives et favoriser des coopérations avec des partenaires belges et internationaux;

2° Fournir des informations sur ses activités;

3° Initier les processus de participation par le biais de forums, d'agoras ou de caucus;

4° Mettre en place des commissions et des groupes de travail.

Le Gouvernement fournit au Conseil de la Jeunesse, sur demande, toute information nécessaire à l'accomplissement de ses missions.

**Art. 7.** En vue d'accomplir sa mission consultative et de garantir la légitimité de sa prise de position, le Conseil de la Jeunesse doit :

1° Soumettre au Gouvernement des propositions de critères visant à agréer les initiatives collectives de jeunesse;

2° Tenir compte, lors de la remise d'avis, des réflexions et des propositions réalisées dans le cadre des forums, agoras ou caucus.

### CHAPITRE III. — *De la composition et du fonctionnement du Conseil de la Jeunesse*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Dans le respect de l'article 3, § 3, de la loi du pacte culturel, l'assemblée générale se compose de minimum trente membres et de maximum cinquante membres âgés de trente ans maximum au début de l'exercice de leur mandat. Le mandataire atteint par cette limite d'âge en cours de mandat peut aller au bout de ce dernier mais ne peut en aucun cas solliciter un nouveau mandat.

L'assemblée générale ne peut comporter plus de 2/3 de représentants du même sexe.

§ 2. L'assemblée générale vise à représenter le plus largement possible l'ensemble de la Jeunesse de la Communauté française. A cet effet, 60 % des membres sont choisis parmi les candidats issus des associations suivantes :

1° les organisations de jeunesse reconnues par le Gouvernement, conformément au décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse.

2° les centres de jeunes agréés par le Gouvernement, conformément au décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations.

Le reste des membres sont choisis, notamment, parmi les candidats issus des structures suivantes :

1° les conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse visés au Titre III du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse;

2° les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire et les conseils des étudiants.

Outre ces membres, le Conseil de la Jeunesse veille à s'associer des jeunes participants à des initiatives collectives de jeunes, indépendantes des organisations de jeunesse et des centres de jeunes au sein de son assemblée générale à hauteur d'au moins 10 % des membres de celle-ci.

Une période prolongée de plus de douze mois au cours de laquelle le Conseil de la Jeunesse fonctionnerait avec moins de trente membres entraînera le renouvellement intégral du Conseil de la Jeunesse et sera considérée comme une mandature pleine.

§ 3. Tout jeune souhaitant être associé aux travaux du Conseil de la Jeunesse sera tenu informé de l'agenda et de la teneur des discussions de l'assemblée générale et pourra siéger au sein de cette dernière avec une voix consultative dans le respect des dispositions du présent décret et des statuts et règlements du Conseil de la Jeunesse.

§ 4. Le secrétaire général du Conseil de la Jeunesse et un représentant du Gouvernement participent aux réunions de l'assemblée générale avec voix consultative. Ils ne sont pas concernés par les dispositions visées au § 1<sup>er</sup>.

§ 5. Le mandat des membres de l'assemblée générale a une durée de deux ans. Il peut être renouvelé deux fois.

Le Conseil de la Jeunesse organise à cet effet un appel public aux candidats. L'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse fixe le mode de dépôt des candidatures, de désignation des membres et de renouvellement des mandats.

Elle soumet cette procédure à l'approbation du Gouvernement.

§ 6. La qualité de membre de l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse est incompatible avec les fonctions suivantes :

1° membre d'un cabinet ministériel d'un Membre du Gouvernement ou attaché parlementaire du Parlement de la Communauté française;

2° agent statutaire ou contractuel du Ministère de la Communauté française, de Wallonie-Bruxelles International ou de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

3° membre d'un organisme ou d'une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Constitution ou par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Outre ce qui est prévu par les dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation du Conseil de la Jeunesse, est réputé démissionnaire sur décision du Conseil de la Jeunesse, le membre :

1° qui a été absent de manière non justifiée à plus de trois réunions consécutives auxquelles il a été régulièrement convoqué;

2° qui a été absent sans raison médicale à plus de la moitié des réunions tenues au cours des douze derniers mois auxquelles il a été régulièrement convoqué;

3° qui ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou des documents, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du règlement d'ordre intérieur;

4° qui marque une hostilité ou est membre d'un organisme ou d'une association qui marque une hostilité vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

§ 7. En cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées, l'avis du Conseil de la Jeunesse peut être remis selon une procédure écrite entre les membres.

Dans l'exercice de ses missions, le Conseil de la Jeunesse peut inviter toute personne dont l'expertise est jugée utile à ces travaux avec voix consultative.

L'assemblée générale se réunit au moins quatre fois par an en veillant à décentraliser certaines réunions.

§ 8. Sans préjudice des missions visées à l'article 4, l'assemblée générale définit les moyens et méthodes appropriés pour organiser les actions et les réflexions menées au sein des forums, des agoras et des caucus ainsi que la manière dont celles-ci sont rendues publiques.

§ 9. Le Gouvernement fixe les conditions dans lesquelles sont octroyés aux membres du Conseil de la Jeunesse et aux experts visés au § 7 du présent article, des jetons de présence et des indemnités de parcours et de séjour.

**Art. 9.** Dans le respect de l'article 3, § 3, de la loi du pacte culturel, l'assemblée générale élit en son sein un président et deux vice-présidents ainsi qu'un conseil d'administration composé de minimum douze et maximum dix-sept membres dont 60 % sont choisis parmi les membres visés à l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 2°.

Les statuts du Conseil de la Jeunesse et son règlement d'ordre intérieur précisent les dispositions visées à l'article 8 et à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article. Les missions dévolues au secrétaire général et le mode de sa désignation seront définis au minimum dans le règlement d'ordre intérieur.

#### CHAPITRE IV. — *Des structures participatives du Conseil de la Jeunesse*

**Art. 10.** Le Conseil de la Jeunesse organise au moins une agora par an. En outre, il organise au minimum quatre forums régionaux par mandat dont un en Région de Bruxelles-Capitale et trois dans au moins trois provinces wallonnes, en concertation avec le tissu associatif local reconnu par le Gouvernement.

L'âge maximum pour participer aux agoras, forums et aux caucus est de trente ans.

Pour favoriser la participation maximale des jeunes, les forums, agoras et caucus se déroulent obligatoirement en dehors des périodes scolaires.

Au cours du semestre précédant la fin de la législature communautaire, un caucus est convoqué, afin d'élaborer un mémorandum à destination des mandataires politiques.

#### CHAPITRE V. — *Des subventions au Conseil de la Jeunesse*

**Art. 11.** Dans les limites des crédits budgétaires et dans le respect des articles 10, alinéa 1<sup>er</sup>, et 11, de la loi du pacte culturel, le Gouvernement octroie au Conseil de la Jeunesse les moyens suivants :

1° Trois détachés pédagogiques, dans le respect des dispositions prévues en vertu de la loi du 29 mars 1965 relative à la mise à la disposition des organisations de jeunesse de membres du personnel enseignant;

2° Une subvention annuelle de € 150.000 indexée annuellement sur base de l'indice santé des prix à la consommation;

3° A minima, une aide logistique, administrative, d'infrastructure et d'hébergement suffisante en vue de réaliser ses missions et dont la nature est précisée par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les modalités de versement ainsi que de remboursement de la subvention conformément aux articles 55 à 58 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat.

#### CHAPITRE VI. — *De l'évaluation du Conseil de la Jeunesse*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les Services du Gouvernement sont chargés du contrôle de l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

L'évaluation externe du présent décret est confiée à l'observatoire des politiques culturelles et à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse. Cette évaluation est notamment fondée sur une évaluation interne du Conseil de la Jeunesse, à laquelle sont associées toutes ses composantes, et intégrant l'avis de la C.C.O.J. ainsi que de la C.C.M.C.J.

§ 2. En cas de non-respect du présent décret, le Gouvernement peut selon les modalités qu'il détermine, suspendre ou supprimer les subventions visées à l'article 11.

Lorsque les Services du Gouvernement constatent que les conditions d'octroi des subventions ne sont pas remplies, ils informent préalablement et selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le Conseil de la Jeunesse des griefs relevés.

Le Conseil de la Jeunesse peut communiquer ses objections dans un délai et selon les modalités définies par le Gouvernement.

Les Services du Gouvernement communiquent au Conseil de la Jeunesse, selon les modalités définies par le Gouvernement, leur proposition de décision.

Le Conseil de la Jeunesse dispose, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, d'un droit de recours auprès de celui-ci par rapport à la décision ministérielle.

CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 13.** L'arrêté royal du 28 août 1977 remplaçant l'arrêté royal du 26 février 1970 portant création du Conseil de la Jeunesse d'Expression française est abrogé par le présent décret.

**Art. 14.** Néanmoins, le bureau du Conseil de la Jeunesse d'Expression française désigné par l'élection du 20 novembre 2007 est chargé d'organiser la période de transition précédant les premières élections de l'assemblée générale et du conseil d'administration du Conseil de la Jeunesse organisées selon les modalités prévues par ou en vertu du présent décret.

Les mandataires du Conseil de la Jeunesse d'Expression française désignés dans le cadre de l'arrêté royal du 28 août 1977 précité, ainsi que les mandataires, externes ou non, chargés de la représentation, y compris internationale continuent d'exercer leur mandat jusqu'à la mise en place de l'assemblée générale et du conseil d'administration du Conseil de la Jeunesse élus par ou en vertu du présent décret.

**Art. 15.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 novembre 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

—  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 591-1. — Amendements de commission, n° 591-2. — Rapport, n° 591-3.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 12 novembre 2008.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 742

[C – 2009/29046]

## 14 NOVEMBER 2008. — Decreet tot oprichting van de Jeugdraad in de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *De Jeugdraad van de Franse Gemeenschap*

**Artikel 1.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « Jongere of jeugd » : een of de personen van minder dan 30 jaar;

2° « Jeugdraad » : de Jeugdraad van de Franse Gemeenschap;

3° « Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap;

4° « C.C.O.J. » : de adviescommissie voor jeugdverenigingen, ingesteld bij artikel 10<sup>quater</sup> van het decreet van 20 juni 1980 dat de erkenningsvoorwaarden voor het toekennen van toelagen aan jeugdverenigingen bepaalt, ingevoegd bij het decreet van 19 mei 2004;

5° « C.C.M.C.J. » : de adviescommissie voor jeugdhuisen en -centra, ingesteld bij artikel 21 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuisen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004;

6° « Forums » : lokale denkgroepen waarvan de sturing en de pedagogische omkadering verzekerd worden door het pedagogische team van de Jeugdraad, zoals bedoeld in punt 13° in samenwerking met deskundigen afkomstig uit jeugdverenigingen en jeugdhuisen en -centra die ten doel hebben voor de jongeren uit een supragemeentelijke territoriale entiteit die ten minste gelijk is aan vijf gemeentes nieuwe thema's aan te snijden en over andere thema's opnieuw na te denken;

7° « Agora's » : gemeenschappelijke denkgroepen waarvan de sturing en de pedagogische omkadering verzekerd worden door het pedagogische team van de Jeugdraad, zoals bedoeld in punt 13° in samenwerking met deskundigen afkomstig uit jeugdverenigingen en jeugdhuisen en -centra die ten doel hebben voor de jongeren nieuwe thema's aan te snijden en over andere thema's opnieuw na te denken;



8° «Caucussen»: de gemeenschappelijke denkgroepen waarvan de sturing en de pedagogische omkadering verzekerd worden door het pedagogische team van de Jeugdraad, zoals bedoeld in punt 13° in samenwerking met deskundigen afkomstig uit jeugdverenigingen en jeugdhuizen en -centra die ten doel hebben jongeren ertoe aan te zetten meningen te uiten over de politieke uitdaging van de zittingstijd;

9° «Studentenraden»: de vertegenwoordigingsorganen van studenten in de instellingen voor hoger onderwijs waarvan de opdrachten bepaald worden door de decreten van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, van 20 december 2001 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs en secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap;

10° «Representatieve studentenverenigingen op gemeenschapsniveau»: de verenigingen die de studentenraden samenbrengen en waarvan de opdrachten bepaald worden door het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten binnen de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op gemeenschapsniveau;

11° «Collectieve jeugdinitiatieven»: de verenigingen die voornamelijk samengesteld zijn uit jongeren van minder dan 30 jaar en die actief zijn inzake jeugdbeleid en die niet erkend worden door de Regering van de Franse Gemeenschap.

12° «Jeugddienst»: de dienst van de Regering die zij aanstelt;

13° «Pedagogisch team van de Jeugdraad»: de personeelsleden van het vast secretariaat geleid door een secretaris-generaal.

**Art. 2.** De Regering erkent als Jeugd raad, na een procedure van openbare oproep waarvan zij de nadere regels bepaalt en op basis van selectiecriteria uitgewerkt op grond van de bepalingen van artikel 3, een vereniging zonder winstoogmerk opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, hierna «de wet van 27 juni 1921» genoemd waarvan de statuten de bepalingen bedoeld in de artikelen 8 en 9 naleven.

De vereniging bedoeld in het eerste lid zal de volgende opdrachten vervullen:

1° adviezen uitbrengen overeenkomstig de artikelen 4 en 5 in de aangelegenheden met betrekking tot de jeugd;

2° de leden, alsook de burgermaatschappij, de politieke, economische, sociale verantwoordelijken inlichten over en bewust maken van alle vraagstukken, analyses, studies en acties inzake jeugd;

3° de burgerdeelneming bevorderen en de jongeren mobiliseren door de instelling van forums alsook van agora's buiten de schoolperiodes;

4° de woorden en adviezen van jongeren van de Franse Gemeenschap doorsturen van de gemeenschappen, de gewesten, de federale overheid en internationale instellingen;

5° de netwerken en partnerschappen bevorderen met de operatoren ingeschreven op de culturele, sociale of pedagogische vlakken erkend door de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK II. — *Erkenningscriteria*

**Art. 3.** § 1. Met inachtneming van de artikelen 3, § 3, en 10, eerste lid, van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, hierna «de cultuurpactwet» genoemd, moet de vereniging bedoeld in artikel 2, om erkend te worden als Jeugd raad, de opdrachten bedoeld in artikel 2, tweede lid, vervullen en de volgende doeleinden nastreven:

1° het ontstaan in de burgermaatschappij van acties door of voor de jongeren bevorderen alsook de processen die ze vergemakkelijken;

2° het woord nemen van de jongeren in het openbaar aanmoedigen, alsook de creatieve uitdrukking van hun visie en waarneming;

3° een kritische blik waarborgen over de openbare oriëntaties genomen door de politieke, sociale, culturele, godsdienselijke en economische verantwoordelijken;

4° tussenkomst, adviezen, vragen bevorderen rond de internationale dimensie;

5° de bewustmaking van collectieve problemen vergemakkelijken alsook de inzet van jongeren in solidaire initiatieven;

6° de deelneming van jongeren aan de politieke agenda ondersteunen, hun politieke inzet en de ontwikkeling van acties aanmoedigen in verband met het algemeen belang;

7° de autonomie en de toegang tot cultuur, opleiding, opvoeding, arbeidsmarkt, gezondheid, mobiliteit verdedigen alsook tot alle domeinen betreffende de jongeren;

8° een vertegenwoordiging van de Jeugd verzekeren in al haar diversiteit zowel binnen als buiten de Franse Gemeenschap.

De actie van de vereniging en de samenstelling ervan moeten absoluut in het kader passen van de referentiewaarden, inzonderheid de eerbiediging van de Mensenrechten en de bevestiging van de democratische principes zoals de verdediging van de individuele en collectieve vrijheden, het pluralisme van de meningen, de culturele diversiteit, de solidariteit, de strijd tegen ongelijkheden van alle aard, alsook de constructieve kritiek.

§ 2. De vereniging die als Jeugd raad wordt erkend, bezorgt de Regering elk jaar op 1 december haar actieplan en haar begroting voor het volgende jaar.

Ze bezorgt de Regering elk jaar op 1 april een activiteitenverslag, een financieel verslag en de rekeningen van het vorige jaar.

De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning en de hernieuwing van de erkenning.

Deze erkenning is hernieuwbaar om de vijf jaar.

De Regering kan, bij de niet-naleving van de bepalingen van dit decreet, de erkenning schorsen.

De erkenning wordt geschorst voor een termijn die de Regering bepaalt zodat de Jeugd raad de niet-nageleefde verplichtingen kan vervullen.

Na deze termijn, indien de Jeugd raad de niet-nageleefde verplichtingen niet heeft vervuld, wordt de erkenning door de Regering ingetrokken.

Een beroep tegen de beslissingen tot schorsing en intrekking kan ingediend worden door de Jeugdraad bij de Regering volgens de procedure die ze bepaalt.

De vertegenwoordigers van de Jeugdraad kunnen, op eigen initiatief of op aanvraag, door de Regering verhoord worden.

**Art. 4.** De Jeugdraad brengt adviezen uit, ofwel op eigen initiatief, ofwel op aanvraag van de Regering of van één van haar leden over aangelegenheden inzake jeugd.

De Regering vraagt het advies van de Jeugdraad als adviesinstantie over de voorontwerpen van decreet en voorontwerpen van besluit inzake jeugdbeleid, met uitzondering van vragen die uitsluitend tot de bevoegdheden behoren van de Adviescommissie voor jeugdverenigingen en de Adviescommissie voor jeugdhuizen en -centra.

Onverminderd wat voorafgaat kan de Jeugdraad ook op eigen initiatief adviezen uitbrengen over de bepalingen genomen op lokale, gewestelijke, federale, Europese of internationale vlakken.

De raad van bestuur van de Jeugdraad kan, op eigen initiatief of op aanvraag van de Minister van Jeugd en in noodgevallen, adviezen uitbrengen op voorwaarde dat deze binnen de maand door de algemene vergadering geldig worden verklaard.

**Art. 5.** De adviezen bedoeld in artikel 4, met uitzondering van de adviezen bedoeld in artikel 4, vierde lid, worden door de algemene vergadering uitgebracht.

De adviezen zijn niet dwingend. Nochtans, bij aanvraag van het advies van de Jeugdraad door de Minister van Jeugd, moet deze, in voorkomend geval, binnen de 60 dagen na ontvangst van het advies de redenen schriftelijk uitleggen waarom het advies niet in aanmerking wordt genomen.

Een minderheidsnota kan gevoegd worden bij de adviezen van de Jeugdraad, of deze adviezen op eigen initiatief of op aanvraag worden uitgebracht.

**Art. 6.** Om zijn raadgevende opdracht te vervullen kan de Jeugdraad onder andere :

1° studies uitvoeren en informatie inwinnen, initiatieven nemen en samenwerking bevorderen met de Belgische en internationale partners;

2° informatie over zijn activiteiten bezorgen;

3° het initiatief nemen tot een deelnemingsproces via forums, agora's of caucussen;

4° commissies en werkgroepen aanstellen.

De Regering bezorgt de Jeugdraad, op aanvraag, alle informatie die nodig is voor de uitvoering van zijn opdrachten.

**Art. 7.** Om zijn raadgevende opdracht te vervullen en om de gegrondheid van zijn standpunt te waarborgen moet de Jeugdraad :

1° de Regering voorstellen tot criteria voorleggen die ten doel hebben collectieve jeugdinitiatieven te erkennen;

2° bij het uitbrengen van advies rekening houden met de bedenkingen en de voorstellen gemaakt in het kader van forums, agora's of caucussen.

### HOOFDSTUK III. — *Samenstelling en werking van de Jeugdraad*

**Art. 8.** § 1. Met inachtneming van artikel 3, § 3, van de cultuurpactwet is de algemene vergadering samengesteld uit minstens dertig leden en hoogstens vijftig leden van maximum dertig jaar in het begin van de uitoefening van hun mandaat. De mandaathouder die deze leeftijd tijdens het mandaat bereikt heeft, kan het mandaat voleindigen maar mag in geen enkel geval een nieuw mandaat aanvragen.

De algemene vergadering kan niet meer dan 2/3 van de vertegenwoordigers van hetzelfde geslacht tellen.

§ 2. De algemene vergadering heeft tot doel het geheel van de Jeugd van de Franse Gemeenschap zo ruim mogelijk te vertegenwoordigen. Daartoe worden 60 % van de leden gekozen onder de kandidaten uit de volgende verenigingen :

1° de jeugdverenigingen erkend door de Regering overeenkomstig het decreet van 20 juni 1980 dat de erkenningsvoorwaarden voor het toekennen van toelagen aan jeugdverenigingen bepaalt;

2° de jeugdcentra erkend door de Regering overeenkomstig het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties.

De overige leden worden gekozen onder andere onder de kandidaten uit de volgende structuren :

1° de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd bedoeld in Titel III van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

2° de representatieve studentenverenigingen op gemeenschapsniveau en de studentenraden.

Naast deze leden zorgt de Jeugdraad ervoor om jongeren aan te trekken die deel nemen aan de collectieve initiatieven van jongeren, onafhankelijk van jeugdverenigingen en jeugdcentra binnen de algemene vergadering naar rata van ten minste 10 % van haar leden.

Een periode verlengd tot meer dan twaalf maanden tijdens dewelke de Jeugdraad met minder dan dertig leden zou werken, zal aanleiding geven tot de integrale hernieuwing van de Jeugdraad en zal beschouwd worden als een volledige ambtsperiode.

§ 3. Elke jongere die aan de werkzaamheden van de Jeugdraad wenst deel te nemen, zal ingelicht worden over de agenda en de inhoud van de besprekingen van de algemene vergadering en zal binnen deze vergadering met raadgevende stem kunnen zetelen overeenkomstig de bepalingen van dit decreet en de statuten en reglementen van de Jeugdraad.

§ 4. De secretaris-generaal van de Jeugdraad en een vertegenwoordiger van de Regering nemen deel met raadgevende stem aan de zittingen van de algemene vergadering. Ze zijn niet betrokken bij de bepalingen bedoeld in § 1.

§ 5. Het mandaat van de leden van de algemene vergadering duurt twee jaar. Het kan twee keer hernieuwd worden.

De Jeugdraad organiseert daartoe een openbare oproep tot kandidaten. De algemene vergadering van de Jeugdraad bepaalt de wijze van indiening van de kandidaturen, van de aanwijzing van de leden en van de hernieuwing van de mandaten.

Ze legt deze procedure ter goedkeuring aan de Regering voor.

§ 6. De hoedanigheid van lid van de algemene vergadering van de Jeugdraad is onverenigbaar met de volgende ambten :

1° lid van een ministerieel kabinet van een lid van de Regering of parlementslid van het Parlement van de Franse Gemeenschap;

2° vast benoemd of contractueel personeelslid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, « Wallonie Bruxelles International » of van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

3° lid van een instelling of een vereniging die de democratische principes niet naleeft zoals uiteengezet inzonderheid door de Grondwet of door het Europese Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Naast wat voorzien is in de bepalingen die de werking en de organisatie van de Jeugdraad regelen, wordt geacht aftredend te zijn op basis van een beslissing van de Jeugdraad het lid :

1° dat ongerechtvaardigd afwezig is geweest op meer dan drie opeenvolgende vergaderingen waarvoor hij regelmatig opgeroepen werd;

2° dat afwezig is geweest zonder medische redenen op meer dan de helft van de vergaderingen tijdens de twaalf laatste maanden waarvoor hij regelmatig opgeroepen werd;

3° dat de vertrouwelijkheid van de beraadslagingen of van de documenten niet eerbiedigt, wanneer zo'n vertrouwelijkheid erkend wordt overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen, met inbegrip van deze die uit het huishoudelijk reglement voortvloeien;

4° dat een vijandige houding aanneemt of lid is van een instelling of een vereniging die vijandig is tegenover de democratische principes zoals uiteengezet door het Europese Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de Grondwet, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

§ 7. Bij noodgeval of in bijzonder gemotiveerde omstandigheden kan het advies van de Jeugdraad uitgebracht worden volgens een schriftelijke procedure tussen de leden.

In de uitoefening van zijn opdrachten kan de Jeugdraad elke persoon uitnodigen met raadgevende stem waarvoor de expertise nuttig wordt geacht voor deze werkzaamheden.

De algemene vergadering komt ten minste vier keer per jaar bijeen met het oog op een decentralisatie van bepaalde vergaderingen.

§ 8. Onverminderd de opdrachten bedoeld in artikel 4, bepaalt de algemene vergadering de gepaste middelen en methodes om acties te voeren en bedenkingen te organiseren binnen de forums, agora's en caucussen, alsook de manier waarop deze bekendgemaakt worden.

§ 9. De Regering bepaalt de voorwaarden waarin presentiegelden en vervoer- en verblijfkosten toegekend worden aan de leden van de Jeugdraad en deskundigen bedoeld in § 7 van dit artikel.

**Art. 9.** Met inachtneming van artikel 3, § 3, van de cultuurpactwet verkiest de algemene vergadering uit haar leden een voorzitter en twee vice-voorzitters, alsook een raad van bestuur samengesteld uit ten minste twaalf en ten hoogste zeventien leden waaronder 60 % gekozen wordt onder de leden bedoeld in artikel 8, § 2, eerste lid, 1° tot 2°.

De statuten van de Jeugdraad en het huishoudelijk reglement stellen de bepalingen bedoeld in artikel 8 en het eerste lid van dit artikel vast. De opdrachten voorbehouden aan de secretaris-generaal en de aanwijzingsprocedure zullen ten minste in het huishoudelijk reglement bepaald worden.

#### HOOFDSTUK IV. — *Deelnemende structuren van de Jeugdraad*

**Art. 10.** De Jeugdraad organiseert ten minste één agora per jaar. Bovendien organiseert hij ten minste vier gewestelijke forums per mandaat waaronder één in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en drie in ten minste drie Waalse provincies, in overleg met het lokale verenigingsleven dat de Regering erkent.

De maximumleeftijd om aan de agora's, forums en caucussen deel te nemen, is dertig jaar.

Om de maximale deelneming van jongeren te bevorderen, moeten de forums, agora's en caucussen buiten de schoolperiodes plaatsvinden.

Tijdens het semester dat voorafgaat aan het einde van de zittingstijd van de Gemeenschap wordt een caucus bijeengeroepen om een memorandum voor de politieke vertegenwoordigers uit te werken.

#### HOOFDSTUK V. — *Subsidies aan de Jeugdraad*

**Art. 11.** Binnen de perken van de begrotingskredieten en met inachtneming van de artikelen 10, eerste lid, en 11, van de cultuurpactwet, kent de Regering de Jeugdraad de volgende middelen toe :

1° Drie pedagogische gedetacheerde personeelsleden met inachtneming van de bepalingen bedoeld in de wet van 29 maart 1965 betreffende de terbeschikkingstelling van leden van het onderwijzend personeel ten behoeve van jeugdorganisaties;

2° Een jaarlijkse subsidie van € 150.000 die elk jaar geïndexeerd wordt op basis van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen;

3° A minima een voldoende hulp inzake logistiek, bestuur, infrastructuur en huisvesting om zijn opdrachten te vervullen en waarvan de aard door de Regering bepaald wordt.



De Regering bepaalt de nadere regels voor de storting, alsook voor de terugbetaling van de subsidie overeenkomstig de artikelen 55 tot 58 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

#### HOOFDSTUK VI. — *Evaluatie van de Jeugdraad*

**Art. 12.** § 1. De diensten van de Regering worden belast met de controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

De externe evaluatie van dit decreet wordt toevertrouwd aan het Waarnemingscentrum voor het Cultuurbeleid en aan het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd. Deze evaluatie wordt onder andere gebaseerd op een interne evaluatie van de Jeugdraad waaraan alle elementen deelnemen en waarbij het advies van de « C.C.O.J. », alsook dat van de « C.C.M.C.J. » geïntegreerd wordt.

§ 2. Bij de niet-naleving van dit decreet kan de Regering volgens de nadere regels die Zij bepaalt, de subsidies bedoeld in artikel 11 schorsen of afschaffen.

Wanneer de Diensten van de Regering vaststellen dat de voorwaarden voor de toekenning van subsidies niet vervuld worden, informeren ze voorafgaandelijk en volgens de nadere regels bepaald door de Regering, de Jeugdraad over de opgemerkte klachten.

De Jeugdraad kan zijn bezwaren binnen de termijn en volgens de nadere regels die de Regering bepaalt, meedelen.

De Diensten van de Regering delen de Jeugdraad, volgens de nadere regels bepaald door de Regering, hun voorstel tot beslissing mee.

De Jeugdraad beschikt, volgens de nadere regels bepaald door de Regering, over een recht van beroep bij deze tegen de ministeriële beslissing.

#### HOOFDSTUK VII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 13.** Het koninklijk besluit van 28 augustus 1977 tot vervanging van het koninklijk besluit van 26 februari 1970 houdende oprichting van de Franstalige Jeugdraad, wordt door dit decreet opgeheven.

**Art. 14.** Het Dagelijks Bestuur van de Franstalige Jeugdraad dat aangewezen werd bij de verkiezing van 20 november 2007 wordt nochtans belast met de organisatie van de overgangperiode die voorafgaat aan de eerste verkiezingen van de algemene vergadering en van de raad van bestuur van de Jeugdraad georganiseerd volgens de nadere regels bepaald door of krachtens dit decreet.

De mandaathouders van de Franstalige Jeugdraad aangewezen in het kader van het bovenvermelde koninklijk besluit van 28 augustus 1977, alsook de al dan niet externe mandaathouders belast met de vertegenwoordiging, de internationale vertegenwoordiging inbegrepen, blijven hun mandaat uitoefenen tot de instelling van de algemene vergadering en van de raad van bestuur van de Jeugdraad verkozen door of krachtens dit decreet.

**Art. 15.** De Regering bepaalt de datum van de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 november 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
Ch. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,  
M. TARABELLA

—  
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 591-1. — Commissieamendementen, nr. 591-2. — Verslag nr. 591-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 november 2008.